

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3, avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 16/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV CENTRE EST à DONZERE

Centre de stockage de déchets
345 chemin des Bouzarudes
26290 DONZERE

Références : 20220616-RAP-DAEN0486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté 345 chemin des Bouzarudes, 26290 DONZERE. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une réunion de la commission de suivi de site relative au centre de DONZERE a été organisée le 10 mai en matinée, à la mairie de DONZERE. Parmi les différents sujets abordés, la hauteur anormale de lixiviats dans les casiers de stockage de déchets a été développée, ainsi que les risques liés aux déchets d'amiante, qui sont aperçus parfois abandonnés dans la nature.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Centre de stockage de déchets, 345 chemin des Bouzarudes 26290 DONZERE
- Code AIOT dans GUN : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de

rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2025. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures du niveau des lixiviats dans certains casiers de stockage de déchets ;
- Gestion des déchets d'amiante.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les abords aperçus du centre sont entretenus, très peu de déchets envolés ont été remarqués. Des odeurs ont été perçues seulement à proximité immédiate du casier de stockage de déchets non dangereux en cours d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection effectuée (1)
Lixiviats Donzere 2	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.9	Lettre de suite
Stockage des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Lixiviats Donzere 1	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.7.7 et 1.3.1	Sans objet
Stockage de déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Sans objet
Stockage des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Sans objet
Stockage des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Sans objet
Stockage des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Sans objet
Stockage des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le niveau anormal des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets non dangereux a été significativement diminué, bien qu'encore excessif : La hauteur maximale est désormais inférieure à 7 m. Or, ces casiers sont creusés à une profondeur de l'ordre de 10 m dans une formation argileuse très peu perméable, de plus, une barrière d'étanchéité active (géomembrane en PEHD) est en place, le risque de fuite de lixiviats est donc désormais très peu probable. Sauf imprévu, le retour à la normale devrait être atteint en août 2022.

Pour ce qui concerne la gestion du casier de stockage des déchets d'amiante lié, il a été redit à l'exploitant l'impérative nécessité de respecter strictement les consignes et procédures en vigueur, compte tenu de l'importance de l'enjeu, ce dont l'exploitant semble bien avoir conscience.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Lixiviats Donzere 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.7.7 et 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : Article 1.7.7. LA ZONE DONZERE 1 Il est donné acte à l'exploitant, à compter du 31 décembre 2000, de la cessation d'exploitation et de la remise en état de la zone de stockage de déchets non dangereux DONZERE 1. Article 1.3.1. Conformité Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sauf incompatibilité, elles respectent également les plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Parmi les dossiers déposés par l'exploitant, celui d'octobre 2010 porte sur la mise en sécurité, la remise en état et le suivi de la zone DONZERE 1, qui précise p 21 : « Pour DONZERE 1, les lixiviats drainés en fond de site vers le point bas de reprise, sont pompés dans un puits vertical qui a été mis en place au fur et à mesure de l'élévation des déchets. »
Constats : L'unique casier de stockage de déchets non dangereux de la zone DONZERE 1, en phase de post-exploitation depuis 22 ans, est équipé d'un puits de pompage de lixiviats. La couverture du casier est colonisée par une végétation très développée, composée notamment d'arbres de taille relativement importante. L'exploitant explique que cette couverture finale est constituée par des matériaux argileux en quantité importante, car ces matériaux étaient à l'époque en excédent dans le centre. Pour ce qui concerne le puits de pompage de lixiviats, l'exploitant explique que des phénomènes de tassements dans le massif des déchets stockés ont entraîné des déformations des buses du puits au fil des ans, si bien qu'il n'est plus possible de mesurer la hauteur de lixiviats en fond de puits. Mais l'exploitant souligne que la pompe peut être changée chaque fois que nécessaire. Il la met en fonctionnement devant l'inspection. Un flux de lixiviats est entendu dans la canalisation de liaison à l'unité de traitement.
Observations : Le fait de ne plus pouvoir contrôler par une sonde le niveau de lixiviats au fond du puits du casier est regrettable. L'apport de déchets dans ce casier a cessé en 2000. A cette époque, l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux était applicable. Son article 18 impose : "L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains". Mais cette contrainte a été imposée par <u>arrêté ministériel du 19 janvier 2006</u> (article 14), c'est-à-dire bien après la cessation d'activité de DONZERE I. Ceci étant, l'important est de pouvoir pomper les lixiviats présents en fond de casier jusqu'à un niveau très bas.
Observation :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats Donzere 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : Article 4.3.9. Le dispositif de drainage et de collecte des lixiviats est conçu et dimensionné pour éviter tout colmatage et limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains. Chaque casier de stockage de déchets non dangereux à créer sera muni d'au moins un puits de contrôle au droit duquel le dispositif de drainage aboutit. Ces puits sont visitables, ils permettent l'entretien des drains, la vérification du niveau des lixiviats, et sont équipés de pompes de relèvement qui fonctionnent automatiquement à partir d'un niveau haut de lixiviats fixé en fond de puits.
Constats : Il est rappelé que le 9 février 2022, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la découverte d'une défaillance existant depuis plusieurs mois, du dispositif destiné à maintenir à un niveau bas le niveau de lixiviats présent dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2 et extension Nord de DONZERE 2 du centre. L'exploitant a envoyé à l'inspection un rapport donnant les précisions utiles sur cette affaire, il s'est engagé à pomper et traiter (ou faire traiter) les lixiviats dans les casiers le plus rapidement possible. Un retour à la normale de la situation est prévu pour août 2022. Des moyens exceptionnels de traitement des lixiviats ont été pris par l'exploitant. Compte tenu de ce contexte très particulier, l'inspection a décidé d'examiner l'évolution de la situation dans quelques casiers de stockage. A la demande de l'inspection, l'exploitant procède au contrôle de la hauteur de lixiviats dans le puits de pompage commun aux casiers 1 et 2 de la zone DONZERE 2 (ceci signifie que ces 2 casiers n'en font en réalité qu'un seul). Une sonde de niveau est descendue dans le puits, le résultat lu est : <u>27 cm</u> . Cette opération est renouvelée pour les puits des casiers 3 et 11. Le résultat lu pour le casier 3 est : <u>2,18 m</u> . Le résultat lu pour le casier 11 est : <u>6,64 m</u> . Le certificat d'étalonnage de la sonde de contrôle n'est pas disponible, s'il n'est pas retrouvé, il devra être demandé au fournisseur et sera à envoyer à l'inspection dans un délai <u>d'un mois</u> . L'exploitant présente à l'inspection un tableau des contrôles mensuels de niveau de lixiviats effectués depuis le début de l'année 2022. Les résultats montrent que les niveaux baissent et sont désormais, depuis avril 2022, tous inférieurs à 7 m. Or, ces casiers sont creusés à une profondeur de l'ordre de 10 m dans une formation argileuse, très peu perméable, de plus, une barrière d'étanchéité active (géomembrane en PEHD) est en place. Ceci signifie que le risque de déperdition de lixiviats dans le milieu naturel est désormais extrêmement faible.
Observation :
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de suites : Oui

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux Les dispositions suivantes doivent être respectées : 1° Le déchargement et le stockage des déchets d'amiante lié sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. À cette fin, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée, elle sera équipée d'un dispositif d'emballage permettant de parfaire le conditionnement des déchets réceptionnés qui ne serait pas totalement étanche. Ces déchets conditionnés en palettes, en grands récipients pour vrac souples...etc, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. En cas de libération accidentelle d'amiante (perte d'étanchéité du conditionnement suite à déchirure ou perforation ...), une procédure d'urgence est mise en œuvre. Les poussières d'amiante sont rabattues par un système d'aspersion d'eau disponible en permanence aux périodes de déchargement. Ce système d'aspersion sera également utilisé, si nécessaire, pour nettoyer le camion de transport et l'engin de manutention, équipé d'une cabine en légère surpression et d'un dispositif de filtration de l'air entrant à très haute efficacité pour assurer la protection du conducteur. Les outils ayant été en contact avec de l'amiante doivent être nettoyés avant rangement (aspersion d'eau, ou immersion dans un seau pour les petits outils, ou aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité).
Constats : L'exploitant signale que le déchargement des colis de déchets d'amiante lié n'est effectué que si le conditionnement est satisfaisant. Dans le cas contraire, le déchargement est refusé, le camion doit repartir. Il n'y a pas de dispositif d'emballage sur place, car l'agent de la société SUEZ RV Centre Est affecté au déchargement des colis n'a pas à prendre la responsabilité d'un reconditionnement, avec les risques liés à une telle opération. L'exploitant précise que si le conditionnement est satisfaisant, le déchargement est effectué colis après colis avec un engin muni d'une cabine pressurisée et équipé d'un filtre BROTEC à très haute efficacité. L'exploitant souligne que toute autre façon de décharger est exclue. En cas de libération accidentelle d'amiante (perte d'étanchéité du conditionnement suite à déchirure ou perforation ...), une procédure d'urgence est mise en œuvre. Les poussières d'amiante sont rabattues par un système d'aspersion d'eau disponible en permanence aux périodes de déchargement. Le jour de la visite (un mardi), le système d'aspersion d'eau était présent, mais non opérationnel. L'exploitant précise qu'il le sera demain matin, avant l'accueil du premier camion de déchets d'amiante lié. Les dispositions en place font qu'aucun nettoyage d'engin, de camions ou d'équipement individuel n'est nécessaire, sauf en cas d'accident, ce qui n'est pas encore arrivé, selon l'exploitant. La procédure d'urgence est examinée, elle n'appelle pas d'observation particulière.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux Les dispositions suivantes doivent être respectées : (...) 2° Les dispositions nécessaires sont prises (balisage, barrières, présence d'agents habilités...) pour que l'accès d'un chargement de déchets d'amiante lié à un autre casier de stockage de déchets du site ne soit pas possible. Réciproquement, l'accès d'un chargement de déchets non dangereux au casier de stockage de déchets d'amiante lié ne doit pas être possible.
Constats : Les déchets d'amiante lié n'étant accueillis que les mercredis, l'accès à ce casier est interdit par une barrière en dehors de ces jours. Par ailleurs, les mercredis, l'arrivée d'un camion de colis de déchets d'amiante à l'accueil du centre fait d'abord l'objet d'un premier contrôle par l'agent au pesage. S'il n'y a pas d'anomalies, cet agent informe celui situé au casier de stockage de déchets d'amiante, ayant la responsabilité de prendre en charge le camion, qui effectue un second contrôle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux Les dispositions suivantes doivent être respectées : (...) 3° Un contrôle de non radioactivité et un contrôle visuel des déchets sont réalisés à l'entrée du site. Un second contrôle visuel est réalisé lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage amiante imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis. En cas de refus de prise en charge d'un déchet dangereux, l'exploitant adresse, sous 48 heures, une copie de la notification motivée : au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet, au préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées. La traçabilité de ce type d'incident est assurée au moyen d'un registre conservé sur le site (copie du bordereau de suivi de déchets s'il existe, noms et coordonnées du producteur et du transporteur, plaque minéralogique du véhicule de transport, nature du déchet, quantité, conditionnement, caractéristiques particulières, motif du refus).
Constats : L'exploitant précise que lors de son arrivée dans le centre, le chauffeur du camion doit aller sur la bascule de pesage, il passe donc par le dispositif de contrôle de non radioactivité. L'agent affecté au pesage effectue un premier contrôle du chargement. Le chauffeur du camion va ensuite au casier de stockage où l'attend un autre agent de la société SUEZ RV Centre Est, qui effectue un second contrôle du bon conditionnement des colis et de l'étiquetage. L'exploitant souligne qu'en cas de conditionnement non satisfaisant, l'agent doit refuser la prise en charge des déchets. Ce n'est en effet pas à lui de parfaire le conditionnement, car il s'agit d'une opération à risques, il n'a pas à prendre cette responsabilité.

En cas de refus de prise en charge des déchets, l'exploitant doit adresser, sous 48 heures, une copie de la notification motivée : au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet, au préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant ne le fait pas, mais il s'engage à le faire dorénavant.

L'exploitant confirme que la traçabilité de ce type d'incident est assurée au moyen d'un registre conservé sur le site (copie du bordereau de suivi de déchets s'il existe, noms et coordonnées du producteur et du transporteur, plaque minéralogique du véhicule de transport, nature du déchet, quantité, conditionnement, caractéristiques particulières, motif du refus).

Observations :

Type de suites proposées : Lettre de suite

Proposition de suites : Oui

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié

Prescription contrôlée :

Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux

Les dispositions suivantes doivent être respectées : (...)

4° Lors de la présentation de déchets d'amiante lié, l'exploitant contrôle le certificat d'acceptation préalable et complète le bordereau prévu à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

5° L'exploitant indique notamment dans le registre des admissions pour les déchets d'amiante lié présentés dans son installation :

- a) Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- b) Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;
- c) Le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- d) La date.

Constats : L'exploitant signale qu'il n'accueille les déchets d'amiante lié dans son centre de DONZERE que sur rendez-vous les mercredis, à une heure fixée.

L'exploitant précise que le certificat d'acceptation préalable a déjà été contrôlé, sinon, le rendez-vous aurait été refusé.

Le certificat d'acceptation préalable n°2022-03-26290-477954-2 est examiné par l'inspection, il n'appelle pas d'observation particulière.

Le jour de l'accueil des colis de déchets d'amiante liée dans le centre, le bordereau de suivi de déchets d'amiante (BSDA) est rempli, ainsi que le registre des admissions. Les indications imposées s'y trouvent.

Un bordereau de suivi de déchets est examiné par l'inspection, il n'appelle pas d'observation particulière.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux Les dispositions suivantes doivent être respectées : (...) 6° Le casier est couvert quotidiennement, avant toute opération de régalage, d'une couche de matériaux inertes présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisantes.
Constats : L'exploitant confirme que le casier est couvert le mercredi en fin de journée par du tout-venant. L'inspection constate le jour de la visite (un mardi) que les colis sont correctement recouverts de tout-venant (colis non visibles).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : Article 2.4.2. Conditions de stockage des déchets dangereux Les dispositions suivantes doivent être respectées : (...) 8° Tout incident est immédiatement signalé à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé RHONE-ALPES. L'incident est enregistré sur un registre de suivi environnemental du site. 9° A l'entrée du casier, la signalisation prévue par la réglementation en vigueur relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante est mise en place.
Constats : L'exploitant précise que jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu d'incident susceptible d'avoir été à l'origine d'envols de fibres d'amiante (par exemple, chute d'un colis ayant conduit à une détérioration de son conditionnement). Il s'engage, si un tel incident survenait, à le signaler très rapidement à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé RHONE-ALPES. L'incident serait enregistré sur un registre de suivi environnemental du site. A l'entrée du casier, la signalisation prévue par la réglementation en vigueur relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante est constatée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet